

Sexisme : « Cela doit **cesser**, ça m'horripile »

La ministre des Droits des Femmes loue toutefois une prise de conscience populaire, médiatique et politique

Ministre des Droits des Femmes en Fédération Wallonie-Bruxelles, la Flémalloise Isabelle Simonis a très mal vécu l'insulte sexiste du Carolo Eric Massin vis-à-vis d'une bourgmestre MR. La socialiste juge d'autant plus nécessaire d'avoir un ministère spécifique pour poursuivre le travail en vue de lutter contre le sexisme et de changer les mentalités.

➤ Au 1^{er} mai à Liège, vous défendiez fermement les femmes. Pile au même moment, à Charleroi, Éric Massin traitait la bourgmestre MR de Courcelles de « salope ». Choquant pour vous ?

Ce sont des injures sexistes, insultantes pour la personne et inacceptables, quel que soit le parti politique. On est dans un mouvement d'actualité où il y a eu une prise de conscience, mais pas assez visiblement. Plus globalement, les propos sexistes, les violences, les discriminations ont toujours existé et existent encore trop. On a eu le député wallon Gilles Mouyard et son SMS à la présidente du Parlement Emily Hoyos (« C'est vrai que tu as un beau cul... :-) », NDLR) en 2010, les propos du bourgmestre de Gesves à une conseillère Écolo (« Quand on a des enfants, on ne fait pas de politique », NDLR) et puis à un

autre niveau, nous avons Trump. On a parfois l'impression que les hommes passent et que le sexisme reste, pour reprendre une phrase utilisée dans un éditorial.

➤ Comme ministre de tutelle et comme socialiste, cela vous a d'autant plus choquée que cette insulte vienne d'un des vôtres ?

Je ne vais certainement pas vous dire que je suis heureuse avec ça. Cela ne fait que renforcer mes convictions. Tout ça doit cesser. Cela m'horripile.

« J'en appelle chaque parti à faire attention à la veille de cette double campagne électorale »

➤ La personne visée par l'insulte, Caroline Taquin, annonce le dépôt d'une plainte. C'est ce qu'il fallait faire, maintenant qu'il y a une loi contre le sexisme ?

C'est son droit. La législation existe désormais et on doit pouvoir l'utiliser. J'attends d'ailleurs avec grand intérêt de voir ce que la justice en dira. Pour ma part, comme ministre, j'attendais d'abord des excuses publiques,

ce qui a été fait. J'attendais un geste politique fort, il a été fait.

➤ N'a-t-on peu eu tendance au début, du côté du PS, à vouloir un peu minimiser tout ça ?

Dès le lendemain matin à 8h, je réclamaï, à titre personnel, des excuses et condamnaï les propos sans aucune ambiguïté. Après, on peut toujours dire que c'est trop peu ou trop lent. On a vu que la non-acceptation de ce propos était forte dans la sphère politique, médiatique et au sein de l'opinion publique ? Je l'ai dit au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, j'attendais un geste fort. Aujourd'hui, il y a des choses à ne pas dire et à ne pas faire. D'ailleurs, j'en appelle chaque parti à faire attention à la veille de cette double campagne électorale.

➤ Vous avez plaidé, toujours le 1^{er} mai, pour une compétence « Droits des Femmes » aux différents niveaux de pouvoir. Pourquoi ?

Parce qu'il faut solliciter tous les niveaux de pouvoir, y compris au sein des communes, pour traquer les expressions sexistes et racistes. Via le ministère que

j'occupe, on a enfin pu mettre à l'agenda politique et médiatique une série de questions qui n'étaient pas soulevées auparavant. On travaille sur le terrain, on change les législations. Quand je développe un cours d'éducation à la vie sexuelle et affective à destination de la jeunesse, quand on travaille sur la mixité dans le sport, c'est pour faire avancer les choses sur plusieurs fronts. J'aimerais également que l'on puisse réévaluer la loi fédérale sur le sexisme, notamment pour faciliter les dépôts de plaintes.

➤ Le sexisme est-il plus présent en politique qu'ailleurs ?

Je ne dirais pas que ça l'est plus en politique. Plus globalement, il y a plus de sexisme dans les

niveaux de pouvoir et la politique en est un. On doit travailler à petits pas, en sensibilisant dans tous les domaines de la vie. Mais a contrario, c'est aussi via la politique que l'on peut imposer le changement. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR
GASPARD GROSJEAN

La Fédération liégeoise du PS**« Il y a un nouveau souffle au PS liégeois »**

> Parmi les militants au parc d'Avroy, le 1er mai, nombreux soulignaient le changement par rapport aux deux dernières années. C'est aussi votre impression?

On a eu une année 2017 horrible, pour le PS en général et le PS liégeois en particulier. Le nouveau président et son équipe se sont retroussés les manches, on est re-

tourné vers les militants, il y a eu une remobilisation. C'est un travail discret mais nécessaire. Il était même obligatoire pour notre fédération. Et ça a visiblement porté ses fruits. Jean-Pierre Hupkens travaille la confiance avec tout le monde, on a beaucoup plus de réunions des instances.

> C'est une nécessité vitale, dans l'état où était la Fédé du

PS liégeois?

Jean-Pierre Hupkens n'est pas arrivé dans les meilleures conditions. Il y avait un essoufflement à la Fédé et il a su impulser un nouveau souffle.

> Il y a plusieurs cas sensibles dans certaines communes pour le PS: Soumagne, Saint-Nicolas, Grâce-Hollogne. La Fédé a-t-elle des difficultés à trancher

lors de conflits de personnes?

Nous voulons vraiment tout tenter, faire tout ce qu'on peut pour avoir une seule et même liste socialiste, unie, à chaque fois. C'est notamment vrai pour Grâce-Hollogne, qui nous occupe beaucoup. Mais si à moment donné, ça ne marche pas, alors oui, nous trancherons, tant pis... ●

G.G.

Flémalle**« Je siégerai directement »**

> Le PS de Flémalle est prêt pour les communales?

Oui, la liste est faite. Nous avons également fait notre lancement de campagne il y a 15 jours. Désormais, nous nous attelons à la rédaction de notre programme électoral.

> Votre priorité absolue sera Flémalle, en cas de victoire?

Je suis tête de liste, mais j'ai aussi des obligations ministérielles à la Fédération Wallonie-Bruxelles, avec des décrets que j'aimerais encore

faire passer. Plus sérieusement, au-delà de ça, si je suis élue bourgmestre le 14 octobre prochain, alors le lundi 3 décembre, lors de l'installation des nouveaux conseils communaux, je siégerai à Flémalle directement.

> Vous avez déjà discuté avec d'autres formations?

Non. Il n'y a rien de signé, je le jure, et je promets de ne jamais rien signer avant d'aller aux élections. ●